

Les honorables sénateurs sont libres de choisir la catégorie à laquelle ils pensent appartenir.

Ce budget—que le ministre des Finances a aujourd'hui modifié—illustre un état d'esprit qui n'est partagé par aucun des honorables sénateurs à ma gauche, j'en suis certain. C'est même un budget qui ne semble pas savoir où il va. Le ministre des Finances et le gouvernement au nom duquel il s'exprime veulent-ils à la fois diminuer le déficit et le chômage? C'est quelque chose de possible. Mais alors on ne prend pas de mesures pour supprimer des emplois.

D'après le Data Resources Institute de Toronto, nous allons perdre environ 100,000 emplois par suite des modifications apportées au régime fiscal, des modifications qui vont s'attaquer à la consommation et la réduire, et diminuer en conséquence la production.

Il faut au contraire prendre des mesures fiscales stimulant la consommation, et la consommation chez ceux qui ont besoin de consommer, pas chez les riches qui vont se contenter de mettre de côté ce qu'ils auront, quelle que soit leur façon de le faire.

Si l'on veut développer l'activité économique afin d'accroître les recettes de l'État et de diminuer le déficit, on stimule l'investissement aux dépens de l'épargne. Le gouvernement actuel a fait le contraire. Il a stimulé l'épargne aux dépens de l'investissement.

S'il faut donner des allègements aux investisseurs, pour l'amour du ciel qu'on y pose des conditions: ainsi, qu'on n'accorde l'exemption de l'impôt sur les gains en capital qu'à ceux qui investiront au Canada, pour que nous en profitons.

Il y en a, bien sûr, qui prétendent que le déficit est énorme et que nous devons nous y attaquer en premier lieu, que le déficit repousse les investissements parce que le gouvernement emprunte trop. Voici ce qu'en pense James Tobin, prix Nobel d'économie. Selon lui:

Tant que l'économie compte des inactifs et du capital à investir...

Comme il s'en trouve au Canada actuellement.

... on n'a pas à craindre de repousser les investissements. La consommation... et l'épargne privée peuvent augmenter de concert. A mesure que les revenus augmentent, les épargnes en font autant et permettent à la fois d'investir et de réduire les déficits de l'État.

Allan Reynolds, grand économiste américain qui collabore au *Wall Street Journal*, a dit, après avoir lu le budget — comme chacun de nous l'a fait, j'en suis sûr — que le Canada courait au suicide économique en augmentant les taxes, ce qui réduit la consommation, réduisant par conséquent la production, ce qui supprime des emplois et décourage les investissements, mêmes les investissements étrangers.

Le Conseil canadien du développement social a examiné le budget et, pour ceux qui refusent de croire que la consommation va diminuer, il a abouti aux constatations suivantes. Ne parlons pas des pensionnés qui ont été sauvés de justesse, après une agonie d'un mois et quelques jours. Ainsi, une famille de quatre personnes qui gagne \$10,000 par année perdra \$396 en 1990, après avoir perdu un peu d'argent chaque année; la famille qui gagne \$20,000 perdra \$808; celle qui gagne

\$30,000 perdra \$1,089. Mais une famille qui gagne \$200,000 touchera \$4,519 de plus.

Évidemment, les familles ayant un revenu de \$200,000 sont rares, ainsi que l'a reconnu le ministre des Finances lorsqu'il a remporté le prix Maric-Antoinette pour sa réplique désormais célèbre: «Il n'y a pas assez de riches au Canada». J'aurais voulu y penser avant lui.

Le projet de désindexation partielle auquel le gouvernement a renoncé aujourd'hui était tellement insensé, tellement stupide qu'il faut absolument en parler. Il ne suffit pas de dire: «Les pressions du public nous ont forcés à revenir sur notre décision.» Pensez à ce qu'allaient être les conséquences de cette mesure. La désindexation des pensions de vieillesse allait rapporter au gouvernement 1.6 milliard par an en 1990. Par conséquent, chaque pensionné aurait perdu \$58 par mois.

Même si cette somme semble minime, un pensionné célibataire qui touche les prestations de sécurité de la vieillesse et le supplément de revenu garanti n'a que \$605 par mois. Il doit payer \$240 pour son loyer, \$21 pour l'électricité, \$57 pour le chauffage, \$17 pour le téléphone, \$21 pour l'assurance, \$5 pour l'eau et \$216 pour la nourriture, ce qui donne au total \$578. Et nous n'avons pas compté les vêtements, les soins dentaires, les lunettes, les réparations, les frais de transport, les journaux, les loisirs, le dentifrice, le savon, le coiffeur, tout ce qu'il lui faut payer avec les \$27 qui lui restent. Voilà quelles auraient été les conséquences de cette mesure pour les 1.3 million de personnes visées par la désindexation qui se seraient trouvées encore plus pauvres. Je signale que sur ces 1.3 million de pensionnés, il y a 819,000 femmes. Ce projet était tellement absurde que même les porte-parole les plus conservateurs du monde des affaires en étaient sidérés. Ils ont craint que leur image en souffre. Ils sont peut-être âpres au gain, mais ils ne veulent pas être perçus comme tels si bien qu'ils se sont plaints; ils ont critiqué un gouvernement pourtant cher à leur cœur et la Chambre de commerce du Canada, le Conseil d'entreprises pour les questions d'intérêt national et l'Organisation canadienne de la petite entreprise ont adressé des critiques à M. Wilson.

● (1640)

Je vois un ou deux sénateurs francophones et je regrette qu'il n'y en ait pas plus. Je vais me mettre à parler français et j'ai hâte de voir comment nos interprètes s'en tireront. Cela me rappelle la fois où un député de l'opposition s'est levé à l'Assemblée nationale, en France, pour déclarer à Clemenceau:

Je suis certain que même les membres de votre gouvernement sont déçus.

Et Clémenceau se leva et dit:

Merci pour la cédille.

C'est intraduisible, mais elle est bien bonne.

Pendant qu'il désindexait les pensions des indigents et des vieux, le gouvernement parlait d'indexer les obligations. Les acheteurs d'obligations ne se recrutent pas parmi les gens qui n'ont que \$27 par mois pour acheter du dentifrice, payer leurs frais de transport, leurs vêtements, leurs factures de téléphone et le reste. Ceux qui les achètent ont de l'argent en trop. C'est une bonne idée d'indexer les obligations, je n'y vois pas d'inconvénient, mais il ne faut pas présenter ces deux initiatives en même temps. Nous appauvrissons les pauvres pendant que nous accordons de nouvelles concessions aux riches. Il est